

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n° 2026-119

**modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1985-466 délivré le 21 octobre 1985
à la société HUMULAND (devenue depuis AGARIS)
pour l'exploitation d'une usine de fabrication de compost
sur le territoire de la commune de Onesse-Laharie**

Le préfet,

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 21 octobre 1985 à la société HUMULAND pour l'exploitation d'une usine de fabrication de compost sur le territoire de la commune d'Onesse-Laharie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 30 août 1991 prescrivant des mesures supplémentaires en matière de lutte contre l'incendie à la société HUMULAND sur le territoire de la commune d'Onesse-Laharie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 octobre 2009 augmentant l'activité de fabrication de supports de culture de la société HUMULAND sur le territoire de la commune d'Onesse-Laharie ;
- Vu** le changement de dénomination de l'exploitant HUMULAND devenu AGARIS notifié à l'administration par courrier en date du 15 avril 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026-64-SG du 4 mai 2026 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- Vu** le donner acte du 8 mars 2023 ;
- Vu** le porter à connaissance reçu en préfecture des Landes le 2 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 janvier 2026 à la suite de la visite d'inspection du 18 novembre 2025 ;

Vu le courrier adressé et distribué le 30 janvier 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu le courrier électronique en date du 4 mars 2026 indiquant que l'exploitant n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que l'installation d'une nouvelle défibreuse n'impacte pas le classement de l'établissement sous la rubrique 2260-1 (pas de double classement 2260-1 et 2170) ;

Considérant que les évolutions des modalités de rejets des eaux engendrent des évolutions du cadre d'autosurveillance des rejets aqueux du site ;

Considérant que la nature de ces évolutions ne rend pas nécessaire les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La société AGARIS dont le siège social est situé au 2809 Route de Laharie sur la commune d'Onesse-Laharie (40110), qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Onesse-Laharie, à la même adresse, une installation de fabrication de support de culture, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Installations autorisées

Les dispositions de l'article n° 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations classées exploitées dans l'établissement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Volume d'activité	Régime
2170-1	Fabrication d'engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781. 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j.	630 t/j	Autorisation

Rubrique	Intitulé	Volume d'activité	Régime
1532-2a	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 20 000 m ³ .	60 550 m ³	Enregistrement
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt est supérieur à 200 m ³	65 660 m ³	Déclaration

Article 3 – Surveillance des rejets aqueux

Article 3.1 – Cadre de surveillance et valeur limite d'émission

Les dispositions de l'article n° 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les eaux pluviales rejetées par l'établissement doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	VLE	Référence	Fréquence de surveillance
pH		5,5-8,5		semestrielle
température		< 30 °C		
MES	1305	30 mg/l	(AP du 21/10/1985)	
DBO ₅	1313	30 mg/l	(AM du 11/09/13 – 1532)	
DCO	1314	120 mg/l	(AP du 21/10/1985)	
Hydrocarbures	7009	10 mg/l	(AM du 02/02/1998)	
NGL	1551	30 mg/l	(AM du 02/02/1998)	
Phosphore total	1350	10 mg/l	(AM du 02/02/1998)	
Arsenic	1369	25 µg/l	(AM du 02/02/1998)	
Cuivre	1392	150 µg/l	(AM du 02/02/1998)	

En plus de ces paramètres, l'exploitant analyse également les paramètres Azote Kjeldhal, ammonium, nitrites, nitrates et orthophosphates (AP 1985 + donner acte 2023).

Les effluents rejetés sont également exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, de déversement de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.

La surveillance des rejets est effectuée de manière **semestrielle**.

En cas de non-conformité, l'exploitant réalise des investigations afin de déterminer l'origine des dépassements et met en place toutes actions nécessaires pour rétablir dans les plus brefs délais la conformité de ses rejets.

Tout rejet non conforme est interdit.

Article 3.2 – Points de prélèvement

Les prescriptions régissant le site sont complétées par les dispositions suivantes :

Les points de prélèvement sont les suivants :

- EPBV1 : Entrée du bassin d'infiltration BVOuest 1 (récupération des eaux de la plateforme matières premières),
- EPBV2 Est : Entrée du bassin d'infiltration BVEst 2 (récupération des eaux de la plateforme produits finis),
- EPBV3 Est : Entrée du bassin d'infiltration BVEst 3 (récupération des eaux de la plateforme produits finis).



Article 4 – Surveillance de l'impact sur les eaux souterraines et le milieu

Les dispositions de l'article n°6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 octobre 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société AGARIS réalise une surveillance périodique de l'impact de son établissement sur les eaux souterraines et sur le ruisseau de Laharie. Cette surveillance concerne l'impact potentiel de ses activités actuelles et passées exercées sur le site.

La surveillance comprend le dispositif suivant, mis en œuvre avec le concours d'une personne compétente en hydrogéologie et d'un laboratoire d'analyse agréé :

Surveillance	Point de surveillance	Paramètres	Fréquence
Surveillance piézométrique	PZ 1 à 5 PZ 2 et 3 = PZ amont PZ 1, 5, 4 = PZ Aval	- Niveaux piézométriques, - Sens d'écoulement de la nappe, - Paramètres mentionnés à l'article 3.1 du présent arrêté, - Chlorophénols (dont les pentachloro-phénols), - Phénols	semestrielle
Surveillance du ruisseau de Laharie	Cf. Carte localisation en annexe Point Amont situé à 1 km en amont du point de prélèvement aval	idem	Tous les 2 ans minimum

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent le prélèvement. Cependant, toute anomalie notable lui est signalée dans les meilleurs délais.

La transmission doit être accompagnée des commentaires de la société AGARIS. Ces commentaires comportent une évaluation des impacts environnementaux et sanitaires des pollutions constatées. Une comparaison à des valeurs de référence peut être mise en œuvre pour cette évaluation.

La société AGARIS détermine l'origine, l'étendue et les effets des pollutions des eaux constatées par tous les moyens utiles. Elle informe le préfet du résultat de ses investigations et des mesures prises ou envisagées pour interrompre la pollution des eaux ou réduire son impact.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Onesse-Laharie, et peut y être consultée.
- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie d'Onesse-Laharie, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire d'Onesse-Laharie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AGARIS

Mont-de-Marsan, le 21 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Annexe : Localisation du point de surveillance aval sur le ruisseau Laharie

